

Dialogue sur le tabou arménien

lundi 12 avril 2010, par [Ariane Bonzon](#)

L'histoire avance et continue de pousser des portes, même aussi puissamment scellées que celles du tabou arménien. Il y eut l'assassinat de Hrant Dink en janvier 2007, une foule de 100 000 personnes dans les rues d'Istanbul pour ses obsèques, il y eut la demande de pardon faite aux Arméniens, signée par 30 000 personnes et qui fit grand bruit en Turquie entre décembre 2008 et janvier 2009. On lut « Le livre de ma grand-mère » de Fethiye Cetin qui toucha le cœur et le passé le plus intime, ces grands-mères arméniennes que reconnurent de nombreux Turcs. Et puis à l'automne dernier parurent les échanges entre deux intellectuels, l'un turc, Ahmet Insel, l'autre français d'origine arménienne, Michel Marian, aux éditions Liana Lévi. Mené et organisé par la journaliste Ariane Bonzon, ce débat sans tabou sur un tabou vit se confronter deux histoires, deux points de vue, se rencontrer deux hommes réunis par l'exigence commune de ne plus s'en remettre aux facilités de la fatalité, de jouer pleinement leur rôle d'homme libre et responsable.

Dialogue sans concession, exigeant, difficile et sincère, il éclaire des passés pas seulement politiques ou idéologiques, mais personnels, individuels et familiaux, autant de dimensions éclairantes sur la profondeur du traumatisme et des difficultés actuelles liées à cette question. D'un côté comme de l'autre. Livre précieux pour tous les lecteurs francophones s'intéressant à la question et soucieux d'échapper aux ornières d'un débat par trop tranché ou manichéen, il inaugure une démarche essentielle pour les deux peuples. Paru aux éditions Liana Lévi en septembre 2009, *Dialogue sur le tabou arménien* sort aujourd'hui, 12 avril 2010, en Turquie.

L'occasion pour TE de revenir sur ce sujet et de publier la préface rédigée à cette occasion par Ariane Bonzon.

Ariane Bonzon est journaliste, essayiste et productrice, correspondante d'Arte en Turquie de 1996 à 2006.

[*Dialogue sur le tabou arménien*](#), entretien d'Ariane Bonzon, Ahmet Insel, Michel Marian, éditions Liana Lévi, 2009

Ce fut longtemps un dialogue impossible. « Aucune amorce n'en était même imaginable », explique Michel Marian, l'Arménien ; « c'était l'empoignade assurée, alors on préférait se taire », confirme Ahmet Insel, le Turc.

Car la disparition des Arméniens de l'Anatolie au printemps 1915, ses causes et conditions forment un tabou qui a la vie dure : voilà presque un siècle qu'il paraît impossible de l'aborder de façon réaliste et apaisée. En 1918, l'Empire ottoman finissant a bien tenté de faire juger l'« acte honteux » par ses tribunaux, quelques seconds couteaux ont été exécutés, mais l'affaire fut bien vite oubliée lorsque la République de Mustafa Kemal a voulu se bâtir une nouvelle identité, turque et musulmane.

Puis l'Europe a été emportée par d'autres dérives qui conduisirent à la Seconde Guerre mondiale, à d'autres massacres, encore plus terribles si c'était possible. Vient ensuite la guerre froide ; une chape de plomb s'abat sur les millions d'Arméniens vivant en République soviétique, cependant que leurs frères et cousins de la diaspora réclament au monde la reconnaissance de ce qui constitue un génocide, ainsi que le juriste polonais Raphaël Lemkin l'établit dès 1947, et qui était tombé dans l'indifférence générale. Mais ni les démarches diplomatiques, ni l'arme terroriste n'y parviennent pleinement.

C'est une montée crescendo entre, d'une part, la mobilisation arménienne qui réclame justice et réparation aux héritiers de l'Empire ottoman et, d'autre part, la propagande turque, très active, qui nie

l'intention et les responsabilités du gouvernement de l'époque.

Depuis quelques années, des Turcs, dont la plupart refusent toujours de prononcer le mot génocide, proposent à des Arméniens de dialoguer. Or ces derniers se méfient, ils craignent d'être piégés, floués. Ils ont parfois le sentiment que cette proposition est en réalité une nouvelle tactique de diversion, un nouveau moyen de réduire l'importance de l'injustice historique qui leur a été faite. Ils redoutent que ce dialogue soit mené pour déférer aux pressions occidentales et minimiser ainsi les choses. « Voyez, des Arméniens et des Turcs se parlent, c'est bien la preuve que le contentieux n'est pas vraiment grave », pourrait prétendre l'État turc. Trop risqué, le dialogue semble dès lors impossible. C'est donc aussi à ce tabou-là, celui du dialogue impossible, qu'il nous fallait faire un sort.

L'histoire a commencé en avril 2007, trois mois après l'assassinat de Hrant Dink, ce journaliste arméno-turc qui tentait de convaincre son pays de regarder autrement cet épisode du passé. J'assiste alors à une rencontre plutôt discrète entre intellectuels, turcs et français, à Istanbul, sur les rives du Bosphore. Lorsque Michel Marian prend la parole, il semble soucieux mais déterminé à dire ses mots à lui, ceux qui donnent sens à ce voyage-là, dans ce pays-là, qui est aussi celui de ses ancêtres. « Ma famille vient d'Erzurum, elle dut en partir avec le génocide », annonce-t-il d'emblée. La phrase produit un émoi certain dans la salle. Le terme de génocide dérange bien sûr. La grande majorité des Turcs le réfute et son usage peut encore, quoique plus rarement, leur valoir d'être traduits en justice. Mais l'évocation d'Erzurum est également lourde de sens : c'est à Erzurum que furent organisées les déportations d'Arméniens de 1915, et c'est à Erzurum qu'eurent lieu, deux ans plus tard, les représailles antiturques de survivants du génocide ; c'est à Erzurum, enfin, que se jouèrent les premiers succès militaires et politiques de la future révolution kémaliste.

Ahmet Insel est présent, parmi les hôtes des Français : il écoute et entend les mots de Michel Marian.

L'année suivante, il publie en compagnie de trois autres intellectuels d'Istanbul, tous francophones, une lettre demandant pardon aux Arméniens pour la « Grande Catastrophe » de 1915. Près de 30 000 Turcs apposent leur signature au bas du texte. Un geste de compassion à l'égard des Arméniens ? C'est surtout un véritable acte politique, proclamant la volonté de nombreux Turcs de revisiter leur Histoire officielle, fruit de la construction d'une identité turque et musulmane. Contre-pétition, procédures judiciaires, menaces physiques, insultes, attaques informatiques contre leur site : les initiateurs de la pétition ne sont pas épargnés par les parangons du nationalisme turc.

À Paris, Michel Marian lit la lettre d'excuses turques. Avec une soixantaine d'autres Arméniens, il comprend que face à la campagne de dénigrement dont Ahmet Insel et ses compagnons sont l'objet en Turquie, et malgré l'absence notable du mot génocide dans le texte, la diaspora arménienne a un rôle à jouer. « Merci aux citoyens turcs », répondent-ils dans le quotidien français Libération un mois plus tard¹. L'initiative turque ne se perd pas dans le vide, elle trouve un écho en France. Désormais des démocrates arméniens soutiennent des démocrates turcs. Quelque chose bouge.

Pour autant un vrai dialogue est-il enfin possible entre deux hommes dont l'un dit génocide et l'autre pas ? Ne va-t-il pas une fois de plus tourner très vite à l'incompréhension mutuelle et au pugilat ? Ou, pis peut-être, aux postures policées sans consistance ? Lorsque je leur présentai ce projet de livre, mon inquiétude était réelle. Je connaissais leur courage, leur culture et leur lucidité. Mais leur bonne volonté, leur ouverture suffiraient-elles ?

Ce que je ne savais pas, c'était que Michel Marian et Ahmet Insel ne viendraient pas seuls à nos rendez-vous de ce printemps 2009. Dans mon séjour, autour de la table, une fois le magnétophone branché, il n'y avait pas seulement deux hommes d'aujourd'hui, face à face, mais une cohorte de personnages d'autrefois, au premier rang desquels leurs propres grands-pères : Garnik Aslanian, fils de notable d'Erzurum et miraculeusement épargné par le génocide et Ahmet Faïk, membre d'Union et Progrès et kémaliste de la première heure. À plusieurs reprises, il m'a semblé que c'étaient eux qui s'exprimaient par la voix de ces deux hommes qui sont leurs petits-fils.

Car Michel Marian et Ahmet Insel se sont d'abord racontés, ce qu'on oublie souvent de faire. Ils se sont

dit l'histoire de leur famille, l'une arménienne, l'autre turque, chacune à l'une des deux extrémités de l'Empire ottoman, plongées dans la tourmente et les convulsions du début du xxe siècle. Celle de Michel Marian a été en partie liquidée par le génocide de 1915, s'est échappée par la Russie pour arriver en France ; celle d'Ahmet Insel, en partie victime du conflit turco-grec, avant et après 14-18, ira s'installer à Istanbul. L'histoire de ces deux familles, tellement présente dans l'esprit de leurs descendants, évoque une page très méconnue de l'histoire européenne.

La discussion s'est poursuivie, chacun évoquant le cheminement, de l'enfance à l'âge adulte, du silence à la fureur, de la révolution rêvée à l'engagement personnel. Aucune des questions qui fâchent Arméniens et Turcs ne fut éludée. Les convergences sont nombreuses, plus nombreuses qu'on aurait pu le croire, mais les différences sont bien là qui sont autant d'obstacles entre les deux camps.

Car ce dialogue a lieu dans un contexte lourd : la reconnaissance du génocide par la Turquie n'est-elle pas souvent présentée comme la condition de l'adhésion de ce pays à l'Union européenne ? Alors qu'en Turquie, les premières approches, encore timides, des autorités envers leurs voisins arméniens ne sont-elles pas vivement dénoncées par les opposants nationalistes ? En même temps, les Arméniens ne veulent pas accepter d'être sacrifiés une seconde fois ; cette fois, ce n'est plus l'existence de leur peuple en Anatolie qui est en cause, mais la reconnaissance ou le déni de cette page si douloureuse de leur histoire et de leur mémoire.

Ainsi ce contexte a-t-il pesé tout au long des discussions qui ont rapproché ces deux hommes. Elles furent toujours franches et passionnées, mais aussi sensibles. Puisse ce premier dialogue rapprocher aussi, demain peut-être, Turcs et Arméniens.